

Quelques aspects géopolitiques de la question de l'énergie

Intervention de Thierry de Montbrial, Fondateur et directeur général de l'IFRI, au colloque "La France et l'Europe dans le nouveau contexte énergétique mondial" du 17 juin 2013.

Alain Dejammet

Nous allons revenir aux aspects géopolitiques dont nous avons eu un aperçu avec le premier orateur. Il y a quatre ou cinq ans, la Fondation Res Publica avait organisé un débat sur l'énergie¹ au cours duquel on avait beaucoup plaidé pour le nucléaire et donné des aperçus intéressants sur les réserves énergétiques dans le monde, notamment sur la dimension tout à fait singulière de la Russie du point de vue de son panier énergétique (gaz, charbon et pétrole).

Aujourd'hui, nous sommes frappés par la « révolution » du gaz de schiste, à peine évoqué en 2008 par nos éminents invités. La réflexion portait alors sur des sujets comme le *Peak oil*. Tous ceux qui lisent la presse américaine mesurent combien la révolution du gaz de schiste a modifié la mentalité américaine. Le dynamisme s'y substitue au « déclinisme ». Tous les commentateurs notent ce changement, lié au gaz de schiste, qui modifie l'approche de toutes les négociations

Des nuances peuvent-elles être apportées ? Le meilleur orateur pour nous parler de tout cela est le Fondateur de l'Institut français des relations internationales qui a également une certaine expertise technique. Je donne la parole à Thierry de Montbrial.

Thierry de Montbrial

Merci.

Mon propos adoptera une tonalité un peu différente de celui de mes prédécesseurs. Je donnerai, en particulier, très peu de chiffres car, tout polytechnicien et mineur que je sois, je ne me suis jamais très bien entendu avec les chiffres.

Dans la première phase de ma vie, je me suis beaucoup intéressé aux questions concernant l'énergie. En 1972, j'avais produit une étude théorique sur les rapports entre thermodynamique et économie [1]. J'avais lu à cette époque les *Réflexions sur la puissance motrice du feu et sur les machines propres à développer cette puissance* (Paris, 1824) de Sadi Carnot (non pas le Président de la République qui fut assassiné mais le fondateur de la thermodynamique, fils de Lazare Carnot). Ce petit livre (une centaine de pages) est bien connu dans l'histoire des sciences car son auteur y pose ce qu'on appelle le « principe de Carnot », généralisé quarante ans plus tard par Clausius qui introduira le concept d'entropie. Dans le premier chapitre, qui traite d'économie, il rappelle en des termes très modernes (cela se lit encore très bien) qu'à la fin du XVIII^{ème} siècle on se lamentait en Angleterre sur la pénurie de charbon à venir.

C'était le catastrophisme du déclin de l'énergie, des limites à la croissance, question réglée par le progrès technologique, en l'occurrence l'invention de la machine à vapeur. Le livre de Sadi Carnot est pour l'essentiel une réflexion à caractère fondamental sur le fonctionnement de la machine à vapeur (théorème de Carnot).

En 1973, le destin m'a amené à devenir le premier directeur du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay.

Parmi nos tout premiers travaux figurait la crise de l'énergie. À l'occasion du quarantième anniversaire du CAP (Centre d'analyse et de prévision), le Quai d'Orsay a exhumé des notes de cette époque, plutôt bien vues !

Quelles que soient leur nature, leurs causes (géopolitique ou autre), les chocs temporaires (tel Fukushima) et leurs conséquences s'expriment dans un temps fini. On confond souvent ces chocs et la pénurie absolue, catastrophisme d'une autre nature qui s'exprime aujourd'hui par le mythe du *Peak oil*. Sur un plan mathématique les hypothèses sur lesquelles repose cette notion de *Peak oil* sont extrêmement fragiles.

On sous-estime toujours le progrès technologique. En 1978, après le second choc pétrolier, j'avais participé à un livre intitulé « *L'énergie, le compte à rebours* » [2], dans le cadre du club de Rome. Il est très intéressant de comparer les prévisions faites à cette époque et les réalisations. Nous avons pourtant été très prudents dans cette étude mais, comme on sous-estime toujours le progrès technologique, on arrive à l'horizon de vingt ou trente ans à d'inévitables conclusions catastrophistes. J'ai perdu un peu le contact avec le monde de l'énergie depuis cette époque mais je m'amuse de voir que nous avons toujours quelques dizaines d'années de réserves devant nous, quelle que soit l'époque. C'est plutôt une bonne nouvelle.

Qu'est-ce qui a fondamentalement changé aujourd'hui ?

La dimension réellement nouvelle est aujourd'hui l'enjeu climatique. Toutes les autres dimensions sont en effet de nature extrêmement classique si on introduit l'idée de progrès technologique. Incidemment, pendant mes années au CAP du Quai d'Orsay (1973-1979) on ne parlait pas de gaz de schiste mais de schistes bitumineux, question sur laquelle nous avons beaucoup travaillé. Ils n'ont finalement jamais été exploités. Sans doute leur exploitation serait-elle aujourd'hui encore trop chère. Mais ils n'ont pas disparu et on peut concevoir qu'un jour ces ressources seront exploitées. À l'époque, on parlait aussi de l'Afrique du Sud, un des rares pays soumis à un embargo vraiment puissant et efficace, qui avait donc développé (notamment avec SASOL [3]) des procédés de pétrole synthétique bien connus de la chimie allemande pendant la Seconde guerre mondiale et qui étaient enseignés dans nos cours de chimie à l'école polytechnique.

Ceci permet de replacer les problèmes dont nous parlons dans un cadre général.

Observés sur une longue période, du point de vue de grands pays, les enjeux fondamentaux sont en réalité des enjeux de puissance, c'est-à-dire des enjeux de maîtrise des voies d'approvisionnement et de la technologie, cela à une époque où, en France en particulier, on parle de réindustrialisation.

En écho aux propos de Jean-Paul Bouttes et Olivier Appert, je dirai que la France a des atouts comparatifs remarquables dans le domaine de l'énergie. Si nous valorisons convenablement notre longue et belle tradition, nous avons, sur le plan technologique, la possibilité de devenir un acteur majeur sur la scène mondiale. Les vrais enjeux sont de cet ordre. La France en effet n'est pas dans une situation comparable à celle de la République centrafricaine dont le problème est d'assurer ses approvisionnements.

Quand on parle de sécurité d'approvisionnement, il ne faut pas s'imaginer la situation cauchemardesque d'un pays entièrement dépendant, dépourvu de ressources énergétiques, qui risquerait de se retrouver littéralement étouffé du jour au lendemain si on interrompait son approvisionnement. Le problème se pose rarement de cette manière, même dans les situations extrêmes.

L'approvisionnement en gaz et en pétrole de la Corée du Nord dépend presque à 100 % de la Chine qui pourrait donc mettre le régime de Pyongyang à genoux en une semaine. Mais, même si on a des raisons de penser que la Chine est exaspérée depuis un certain temps par le comportement de la Corée du Nord, l'idée que la Chine recoure à une arme aussi radicale paraît peu réaliste car les conséquences d'un tel acte seraient tellement colossales que le coût à rebours serait insupportable pour Pékin. Donc, même quand on dispose d'une arme

aussi absolue, on en fait difficilement usage.

Historiquement, on pourrait songer à l'Allemagne nazie qui, afin d'assurer ses approvisionnements et de mettre des carburants dans ses chars et ses avions, menait des conquêtes territoriales, en Roumanie [4] ou dans d'autres pays européens qui, à l'époque, avaient encore un peu de pétrole.

Mais ce sont des situations tout à fait extrêmes.

Je voudrais attirer votre attention sur le fait que ce qu'on appelle l'« arme » pétrolière ou gazière n'est pratiquement jamais utilisée. Je me souviens d'une façon précise qu'à la fin de la Guerre froide, aux alentours de 1980, lors d'un moment de très grande tension (notamment en Pologne et en Afghanistan), les courbes indiquaient un accroissement massif de la dépendance de l'Europe occidentale vis-à-vis de l'URSS pour ses approvisionnements énergétiques. Un débat enfla alors sur la question de savoir si l'Europe courait de ce fait un véritable danger. Je me souviens avoir témoigné sur cette question devant le Congrès américain. J'étais de ceux, probablement minoritaires, qui pensaient que le risque était extrêmement infime. D'abord nous n'étions pas en guerre et la probabilité d'une guerre, même dans ce contexte, paraissait très faible. Mais surtout, l'URSS elle-même était dépendante de nous, au moins autant que nous étions dépendants des Soviétiques, car l'exportation de ses ressources énergétiques était sa principale source de devises.

Il faut donc se garder de toute dramatisation quand on parle de dépendance énergétique.

Je citerai encore l'exemple plus récent des tensions entre la Russie et l'Ukraine, aujourd'hui en voie d'être réglées. On avait parlé de l'emploi de l'« arme énergétique » du pétrole contre l'Ukraine. Caricatural ! Si la Russie espère, pour des raisons fondamentales, réintégrer l'Ukraine dans son giron elle s'y prendra d'une toute autre manière. De fait, un rapprochement se dessine depuis plusieurs années entre l'Ukraine et la Russie. En réalité, à l'intérieur de l'Union soviétique, les fournitures d'énergie, en particulier de pétrole et de gaz, étaient fondées sur des principes assez éloignés de la rationalité économique exprimée par les systèmes de prix dans une économie libérale. Concrètement, d'une manière générale, les prix de l'énergie étaient en URSS très inférieurs aux coûts réels. C'est la raison pour laquelle on assiste aujourd'hui encore à des gaspillages énergétiques phénoménaux. Il est courant de voir en Russie des gens qui ouvrent leurs fenêtres en plein hiver, parce que leurs appartements sont surchauffés par des systèmes vétustes. À l'époque soviétique régnait un gaspillage lié à la mauvaise conception économique du système énergétique. Même les républiques socialistes soviétiques qui n'avaient pas de ressources énergétiques bénéficiaient d'énergie subventionnée dans des conditions incroyables. Après le divorce entre l'Ukraine et la Russie, la Russie a décidé que l'Ukraine paierait l'énergie à son prix réel. Et comme les Russes étaient en train d'essayer d'optimiser leurs ressources, notamment sur le plan de la politique économique extérieure, ils ont « tordu le bras » des Ukrainiens, non pour des raisons belliqueuses ou territoriales, mais tout simplement pour obtenir des conditions meilleures. Quand on regarde les choses sous cet angle, on les voit un peu différemment.

D'un point de vue stratégique, les grands enjeux de l'énergie sont plutôt liés à la nécessité, en cas de choc technologique, géopolitique ou autre, de faire face à des situations exceptionnelles pendant un certain nombre de jours, de semaines ou de mois. De ce point de vue, je suis frappé par la flexibilité et la rapidité stupéfiantes avec lesquelles les Japonais ont réussi à faire face, après Fukushima, alors que la totalité de leurs centrales nucléaires étaient arrêtées, sans que leur économie s'effondre ! D'un point de vue géopolitique ou géostratégique, faire face à des situations de ce genre est un enjeu, mais je suis convaincu que le problème de la sécurité énergétique ne se pose jamais en termes de « tout ou rien » face à des malveillants menaçant de vous étrangler, de vous mettre à genoux.

Il faut donc penser en termes de flexibilité. Mais un pays d'une certaine importance, comme le nôtre, doit bien davantage penser en termes de maîtrise technologique et de partenariats à long terme sur les différentes

composantes de la chaîne énergétique.

L'approche de la Chine sur la question énergétique et, plus généralement, sur la question des matières premières, des ressources naturelles, ressemble beaucoup à celle de la France gaullienne. Mais il faut imaginer l'approche « gaullienne » d'un pays qui représente une vingtaine de fois la France et dont la croissance, malgré les difficultés, est appelée à se poursuivre. Jean-Paul Bouttes a rappelé la construction d'une centrale thermique par semaine et le nombre de panneaux solaires fabriqués... toutes choses absolument confondantes !

La Chine cherche à développer sa maîtrise technologique par tous les moyens, licites ou illicites, notamment par les transferts de technologie. Elle cherche à créer des filières d'approvisionnement et, pour ce faire, à investir dans tous les pays potentiellement détenteurs de ressources naturelles (énergie, matière premières). Elle le fait par des méthodes qui rappellent celles de la colonisation. La notion de colonie commence en effet quand on a des clients dans différents pays qui ont intérêt à servir vos propres intérêts. Quand un pays peut acheter des centaines de milliers d'hectares de terre arable en Afrique, on peut parler d'une forme de colonisation. Nous assistons aujourd'hui à des phénomènes de grande ampleur. Des millions de chinois vont travailler en Afrique et ailleurs. Les Brésiliens eux-mêmes s'en inquiètent, comme ils s'inquiètent du développement accéléré de la marine nationale chinoise. Ils craignent que, dans vingt ou trente ans, les Chinois ne rivalisent avec les Américains pour le contrôle des grandes voies maritimes.

Tout cela est parfaitement exact et doit être regardé de très près.

Ceci doit-il s'analyser en termes de guerre ou de paix ? Ce sont des choses subtiles. Ce genre de pratiques introduit de vraies compétitions qui ne doivent pas être réduites à des affrontements brutaux, comme pourrait l'être l'émergence d'une nouvelle guerre froide. D'ailleurs il ne peut pas y avoir de guerre froide puisque l'interdépendance économique entre la Chine et le reste du monde, particulièrement le monde occidental, est à un degré qui n'a jamais été atteint, pendant la guerre froide classique, dans les rapports entre l'URSS et les pays occidentaux.

Sans me lancer dans une analyse approfondie sur ce sujet, je voudrais lancer un appel à réfléchir.

La question de Moyen-Orient dépasse très largement la question énergétique.

Elle a bien sûr une dimension énergétique. Olivier Appert a montré tout à l'heure une carte assez impressionnante mettant en évidence ce qu'il a appelé « l'anomalie géologique du Moyen-Orient ». Cette anomalie va évidemment nous concerner pendant un certain temps.

Ma première remarque, c'est que la Chine va s'intéresser de plus en plus au Moyen-Orient. Elle le fait déjà, intelligemment, sans chercher à brutaliser les choses. N'en doutons pas, la Chine va progressivement devenir un acteur important au Moyen-Orient.

La Russie est depuis longtemps un acteur au Moyen-Orient. Je me souviens que, dans les années 1950, tout le monde citait René Grousset [5], le grand historien de l'Asie. Dans ses ouvrages, il classait l'Iran non pas au Moyen-Orient mais en Asie (on ne parlait d'ailleurs pas du Moyen-Orient à l'époque, mais du Levant, du Proche Orient).

On a tendance à oublier que l'Iran a toujours eu deux faces. L'Iran regarde dans deux directions. Les élites iraniennes sont potentiellement très intéressées par le monde occidental mais je suis convaincu que les liens vont se renforcer entre l'Iran et le monde chinois. Tout ceci ne va pas se produire du jour au lendemain. Ce sont des évolutions lentes mais significatives.

La Chine va chercher aussi à agir dans les pays arabes. Si j'insiste, c'est parce qu'un problème central du Moyen-Orient est la question israélienne. Or la façon dont les Chinois abordent la question israélienne n'a évidemment rien à voir avec le point de vue occidental car le destin d'Israël est intimement lié à celui du monde occidental. J'ai découvert un jour avec surprise l'existence d'une petite communauté juive chinoise à Shanghai ... probablement pas de nature à peser significativement sur les choix stratégiques du gouvernement de Pékin !

Je voudrais ce soir attirer l'attention sur le fait que l'entrée potentielle de la Chine dans le jeu du Moyen-Orient peut avoir des conséquences qui sont aujourd'hui très difficiles à imaginer.

Une question est souvent posée depuis quelques mois : Les perspectives d'indépendance énergétique des États-Unis, liées aux *shale gas* et aux *shale oils*, vont-elles conduire à un retrait américain de cette région ?

Je ne le crois pas un instant, pour plusieurs raisons.

La première est celle que je viens d'indiquer : je n'imagine pas les États-Unis se désintéressant d'Israël. Or le destin d'Israël est lié à celui de l'organisation du Moyen-Orient dans son ensemble.

La deuxième raison, c'est que les enjeux du Moyen-Orient, même en dehors de la question israélienne, vont bien au-delà de la question énergétique. L'Europe a deux flancs : le front est, le monde russe, et le flanc sud, le monde arabo-musulman, le Moyen-Orient. Si le chaos se développe dans cette région, nous ne pourrions qu'en subir les conséquences sous toutes les formes possibles dont celles qui s'expriment par les différentes formes de terrorisme (enlèvements, menaces de tous genres).

La troisième raison, c'est que même si les États-Unis, à terme, n'avaient plus besoin d'importer du gaz ou du pétrole de cette région, ce n'est pas pour autant que, dans l'équation globale de la puissance, les Américains verraient d'un bon œil que les Chinois s'installent en puissance dominante dans cette région. Il faut donc regarder cela dans un enjeu de puissance beaucoup plus vaste.

Alain

Dejammet

Merci.

Et le Brésil ? Et la Terre de Feu dans tout ça ? Nous y reviendrons.

[1] « Thermodynamique et économie » in Sadi Carnot et l'essor de la thermodynamique, actes du colloque organisé par le CNRS et l'école polytechnique. éditions du CNRS, 1976 – pp. 321 à 338.

[2] L'énergie : le compte à rebours : rapport au Club de Rome de Thierry de Montbrial, Robert Lattès, Carroll L. Wilson, Club de Rome. Éd. J.-C. Lattès, 1978.

[3] SASOL (en afrikaans Suid Afrikaanse Steenkool en Olie) : entreprise sud-africaine active dans les domaines de l'exploitation minière, de l'énergie, des produits chimiques et des carburants synthétiques (ou carburants de synthèse). Elle produit de l'essence à partir de charbon – procédé connu sous le terme de liquéfaction du charbon, en anglais "coal to liquids" (CTL).

[4] Voir « Le Ille Reich et le pétrole roumain 1938-1940 – Contribution à l'étude de la pénétration économique allemande dans les Balkans à la veille et au début de la Seconde Guerre mondiale », de Philippe Marguerat. Collection de relations internationales. Institut universitaire des hautes études internationales, Genève 1977.

[5] René Grousset (1885-1952), spécialisé dans l'étude des arts asiatiques, obtint un poste de professeur d'histoire et de géographie à l'école des Langues orientales, puis fut nommé conservateur-adjoint du musée Guimet. Également chargé de cours à l'École des sciences politiques, il allait poursuivre et achever sa carrière comme conservateur du musée Cernuschi, et enfin comme conservateur en chef du musée Guimet.

Secrétaire du Journal asiatique et membre du conseil des musées nationaux, René Grousset est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels on citera Histoire de l'Asie, Le Réveil de l'Asie, Histoire de la Chine, La Chine et son art, Philosophies indiennes, L'Empire mongol, L'Empire des steppes et l'empire du Levant, Histoire de l'Extrême-Orient, Sur les traces du Bouddha, Tableau du VIIe siècle bouddhique, Les Civilisations de l'Orient, Histoire des croisades et du royaume franc de Jérusalem, Histoire d'Arménie. Rappelons encore son Bilan de l'Histoire, manière de testament spirituel. Son œuvre est de toute première importance pour notre découverte et notre compréhension des cultures orientales. (source : Académie française)

[Le cahier imprimé du colloque "La France et l'Europe dans le nouveau contexte énergétique mondial" est disponible à la vente dans la boutique en ligne de la Fondation.](#)